

Les femmes subissent plus et combattent mieux le changement climatique que les hommes

En moyenne, les femmes sont beaucoup plus respectueuses du climat que les hommes : elles utilisent plus les transports publics, voyagent moins en avion, sont plus souvent végétariennes et beaucoup moins climato-sceptiques. Elles sont aussi plus vulnérables aux conséquences du réchauffement climatique.

Pourquoi ? Parce que 70% des personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté sont des femmes et que, pour défendre leur autonomie, elles ont besoin de ressources, par exemple d'un terrain à cultiver. Ces ressources étant en général sous le contrôle des hommes, les terrains qu'ils rendent accessibles aux femmes sont souvent de mauvaise qualité et dès lors très sensibles aux aléas du climat, notamment aux sécheresses.

« Les deux principales options que nous privilégions pour améliorer l'autonomie des femmes, l'école d'agroécologie et les réserves naturelles communautaires, visent la souveraineté alimentaire, la conservation des semences locales, la protection de la biodiversité et des écosystèmes. Or, ce sont justement là les meilleures parades au changement climatique. » (Claudia Gimena Roa, Colombie)

LRD

Les femmes subissent plus et combattent mieux le changement climatique que les hommes

Il y a dans le changement climatique matière à relancer le féminisme. Les femmes ont beau être, en moyenne, moins responsables que les hommes des émissions de gaz à effet de serre à l'origine de la hausse globale de température et s'engager plus pour les réduire, elles sont aussi, à l'échelle du monde – et de très loin –, ses principales victimes. En Colombie, Claudia Gimena Roa mène une action exemplaire pour aider ses congénères à conjurer ce mal.

En ce 12 octobre 2011, à Barbaocoas, en pleine zone rurale au sud-ouest de la Colombie, ils sont nombreux à se hâter de rentrer à la casa. Les 300 meneuses de la grève « des jambes croisées » viennent d'y mettre fin. Pour protester contre le mauvais état de la route qui relie cette ville de 45 000 habitants au reste du monde, elles refusaient depuis 112 jours tout rapport sexuel !

« Nous abstenir d'un plaisir physique est un moyen pacifique de revendiquer nos droits les plus élémentaires », avancent les protagonistes de cette singulière action. Plusieurs femmes sont mortes en couches faute d'avoir pu arriver à temps à l'hôpital. Et le coût de la vie explose à cause des frais de transport. Le début des travaux pour paver et sécuriser la route a conduit les activistes à lever le blocus.

En Colombie, les femmes rurales cherchent à défendre leurs droits et à améliorer leurs conditions de vie. Comme à peu près partout, la vie des femmes dans les campagnes n'est pas de tout repos. Mais de toute l'Amérique latine, la Colombie est le pays le plus soumis aux désastres naturels – sécheresses, pluies diluviennes, inondations –, dont la fréquence croît avec le changement climatique (Pnue, 2010). Des catastrophes qui

enfoncent la population, féminine en particulier, dans la précarité.

Depuis plus de dix ans, Claudia Gimena Roa travaille avec des femmes dans le département de Santander, au nord-est du pays. Le but de la fondation Fundaexpresion, qu'elle dirige, est de les aider à s'organiser pour mieux faire face. Mais elle voit sans cesse les effets du changement climatique annuler en partie leurs efforts.

« Lorsque les routes sont obstruées, les femmes ne peuvent pas aller en ville vendre leurs récoltes. Parfois, elles doivent charger leur production sur leurs épaules et faire le chemin à pied. Il est très dur de voir ces femmes perdre le peu de moyens économiques dont elles disposent », témoigne cette jeune féministe, aussi déterminée qu'il est possible de l'être.

« Les glissements de terrain et les inondations déstructurent les foyers. De nombreuses familles perdent leur logement, et les hommes sont contraints de migrer pour trouver du travail. Les femmes se retrouvent seules à devoir nourrir la famille », poursuit-elle. Pour noircir le tableau, la pression des plantations d'agrocarburants pousse les femmes vers les terres les plus marginales, zones très pentues ou proches des rivières, donc plus vulnérables aux intempéries.

Paysannes sans terre

La réalité que décrit Claudia Gimena Roa est planétaire : le changement climatique frappe durement les femmes. Les paysannes des zones semi-arides de l'Inde parlent d'une météo capricieuse qui déstabilise le cycle de

la mousson, pilier des agricultures pluviales de tout le Sud-Est asiatique. Au Bangladesh, les cyclones à répétition fragilisent les cultivatrices (Rahman, 2011). Au Sahel, les sécheresses sont plus fréquentes et plus longues, ce qui affecte la capacité des plus démunies à surmonter les épreuves.

Les femmes constituent 70 % des 1,3 milliard de personnes qui, dans le monde, vivent sous le seuil de pauvreté. D'où leur plus grande vulnérabilité aux dérèglements climatiques. Déjà à la limite de leurs capacités physiques et financières, elles ont moins de marge pour s'adapter. Sur 26 millions de réfugiés climatiques, 20 millions sont des femmes (WEN, 2010).

Pour s'en sortir, les femmes comptent sur leur force de travail et les ressources locales. Mais en milieu rural, leur contrôle sur les principales ressources est limité. Leur accès à la terre passe le plus souvent par les hommes. En Asie, hormis quelques exceptions, la terre appartient aux hommes. En Afrique de l'Ouest, elle appartient en grande partie à l'Etat. Mais à l'échelle des communes, ce sont les hommes qui la gèrent, avec des droits coutumiers pour les femmes mariées sur certaines parcelles.

Au Mali, les femmes ont accès à une petite parcelle individuelle de terre ? Oui, mais c'est une terre sèche et dégradée, donc plus vulnérable à la sécheresse. Elles ont accès aux équipements du mari pour la mettre en culture ? Oui, mais... seulement lorsqu'il a fini de s'en servir, donc avec des retards dans la production, ce qui signifie, à la sortie, une perte nette de productivité.

Et lorsque la fertilité des parcelles que les femmes ont entretenues des années durant aug-

Le fléau des fausses bonnes idées du marché du carbone

Un fléau particulièrement retors concerne les fausses bonnes idées pour réduire les émissions de carbone, qui lèssent en priorité les femmes. Les promoteurs de plantations d'arbres, de biochar et

d'agrocarburants soutiennent très souvent qu'ils mettent en valeur des terres marginales inutilisées (LaRevueDurable, 2010). Cela est en général faux : ces terres sont sources de nourriture et de bois pour

les plus démunies (LaRevueDurable, 2004), en particulier les femmes. Gérées de manière collective, elles sont essentielles pour la survie des familles.

LRD



Koiria, Bangladesh, octobre 2010 : un an et demi après le passage du cyclone Aila, des femmes pataugent dans des eaux croupissantes pour s'approvisionner en eau potable

38

mente... le mari les récupère pour les mettre en culture ! Les femmes ramassent et vendent les noix de karité, commerce lucratif pour la fabrication de produits cosmétiques ? Qu'importe : avec leurs vélos, les hommes atteignent les lieux de cueillette avant les femmes.

Autonomie et coopération

Agriculture biologique, diversification des cultures et des activités, utilisation optimisée des ressources locales, recherche de marchés de niche. Quand elles ont accès à la terre, partout dans le monde, les femmes rurales adoptent ces stratégies pour réussir à joindre les deux bouts. Elles leur permettent de préserver leur autonomie dans leur quotidien – activités productives et mode de vie – en restant à distance du modèle industriel, source de toutes les dépendances.

C'est ainsi que l'adaptation au dérèglement climatique n'a pas chamboulé l'agenda des groupes de femmes que Claudia Gimena Roa accompagne. « Les deux principales options que nous privilégions pour améliorer l'autonomie des femmes, l'école d'agroécologie et les réserves naturelles communautaires, visent la souveraineté alimentaire, la conservation des semences locales, la protection de la bio-

diversité et des écosystèmes. Or, ce sont justement là les meilleures parades au changement climatique. »

L'école d'agroécologie est un réseau d'échanges de bonnes pratiques entre paysans, hommes et femmes. Plus de cinquante associations de paysans et de femmes de huit communes en font partie. Une fois par mois, les participants se retrouvent chez l'un d'eux pour évoquer leurs stratégies pour cultiver la terre sans recourir aux intrants chimiques.

Ce dialogue entre paysans a débouché sur des réseaux de conservation de semences locales, la création de systèmes de ventes directes de produits biologiques et une réflexion sur la souveraineté alimentaire. Pour les femmes, c'est là un véritable parcours de développement personnel. « Elles apprennent à mieux communiquer et renforcent leur confiance en elles », se réjouit Claudia Gimena Roa.

Forts de ces coopérations très fructueuses, les paysans se sont intéressés à la conservation de la forêt. Et ont lancé un réseau de réserves naturelles qu'ils gèrent selon le même principe d'apprentissage mutuel.

En outre, Fundaexpression fait rencontrer des femmes urbaines et rurales, essaie de croiser

Victimes privilégiées

Le rôle social des femmes les conduit à mourir plus que les hommes des catastrophes climatiques. Et après de tels événements, elles subissent une charge de travail accrue, une perte de revenus, des problèmes de santé, la violence et le harcèlement dus à la situation.

Lors du cyclone au Bangladesh, en 1991, pour un homme qui a perdu la vie, cinq femmes sont mortes. En cause dans cette disparité : on ne leur a pas appris à nager, leurs vêtements contraignent leur mobilité et les codes d'honneur les amènent à trop tarder à fuir leur foyer, car elles attendent l'escorte d'un homme.

Ce déséquilibre est universel. Lors de la canicule de 2003, en Europe de l'Ouest, pour tous les âges, la mortalité des femmes a été de 75 % plus forte que celle des hommes. En août 2005, 80 % des personnes bloquées à La Nouvelle-Orléans lors du passage de l'ouragan Katrina sont des femmes alors qu'elles constituent 54 % de la population. Explication : elles n'avaient souvent pas de moyen privé de transport sur lesquels les autorités comptaient dans leur plan d'évacuation, ou de quoi payer l'essence pour utiliser leur véhicule ou pour louer un logement hors de la ville (WEN, 2010).

D'une manière générale, dans les pays industrialisés, les femmes sont plus vulnérables à la crise de l'énergie. Elles ont tendance à être plus pauvres que les hommes. Ce qui les rend plus vulnérables à la précarité énergétique.

LRD

leurs préoccupations et de faire converger leurs intérêts. C'est ainsi que des associations de mères en ville ont aidé des paysannes à creuser des puits pour stocker l'eau de pluie. Ces deux groupes de femmes partagent le souci d'éviter que la sécheresse ne détruise les récoltes.

Ces journées de travaux collectifs ont aussi servi à réhabiliter des sols et à évoquer les politiques agricoles du gouvernement. La prochaine étape du travail de Fundaexpresion consistera à identifier les formes d'habitat qui résistent le mieux aux intempéries.

L'or ne se boit pas

En Colombie comme dans de nombreux pays, les femmes passent d'innombrables

heures à aller chercher de l'eau. Or, le changement climatique et le dérèglement du cycle de l'eau vont accroître cette charge. Toute l'année 2009, avec d'autres organisations de femmes, Fundaexpresion s'est fortement engagée dans un mouvement national pour faire aboutir un référendum sur l'eau. Son but : inscrire le droit fondamental à l'eau et l'obligation de protéger le cycle de l'eau dans la Constitution colombienne.

Des querelles politiciennes ont amené le Congrès à refuser ce référendum. « Mais dans la région de Santander, la campagne de récolte des signatures a donné lieu à un grand exercice de pédagogie sur l'eau », se félicite Claudia Gimena Roa. En partie grâce à

lui, en février 2011, 30 000 personnes, femmes rurales et habitants de tous horizons ont défilé dans les rues de Bucaramanga, capitale du Santander. Motif : s'opposer à un projet de mine d'or à Santurban, en pleine zone humide de montagne et principale source d'eau de la région.

Cette opposition a conduit l'entreprise canadienne Grey Star à renoncer à investir un milliard de dollars. Les arguments sur l'emploi ou les retombées financières pour les collectivités publiques n'ont rien pu contre cet argument : l'eau, c'est la vie ! De quoi inspirer les collectifs antigaz et huiles de schiste dans toute l'Europe, y compris en Pologne (voir l'article page 48). ■



Les femmes font moins de mal au climat

Les femmes prennent moins l'avion que les hommes, utilisent davantage les transports publics et sont plus souvent végétariennes. Voilà, en gros, ce qui ressort des rares études sur les différences entre les hommes et les femmes sur le plan des styles de vie en lien

avec les émissions de gaz à effet de serre. Des études britanniques montrent qu'en moyenne, dans les avions, les passagers sont 13 % plus nombreux que les passagères.

Une étude suédoise confirme ces données : elle montre que

les femmes parcourent moins de kilomètres en avion, voiture, bateau et moto que les hommes, et que 75 % des propriétaires de voiture sont des hommes. Par contraste, les femmes dépendent plus des transports publics, qu'elles prennent plus. LRD

Le climato-scepticisme, une aberration masculine

Comme la formule 1, le climato-scepticisme est un sport masculin. En mars 2009, la plus grande réunion climato-sceptique jamais organisée dans le monde a eu lieu à New York. Sur 80 orateurs, 78 (97,5%) étaient des hommes. Et sur les 100 premiers signataires d'une lettre ouverte de climato-sceptiques envoyée aux Nations unies, en décembre 2007, intitulée « Ne combattons pas, adaptons-nous », 99 (99%) étaient des hommes.

Pas un seul ouvrage climato-sceptique, en France ou en Suisse, n'est l'œuvre d'une femme. A contrario, une paléoclimatologue au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Valérie Masson-Delmotte, membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), a rédigé un livre pour rétablir les faits scientifiques en matière de climat (2011). Et une historienne des sciences à l'Université San Diego, Naomi Oreskes, est mondialement

connue pour ses travaux sur l'influence du lobby des énergies fossiles dans la diffusion du climato-scepticisme (2004).

L'étude d'un échantillon de 1269 auteurs et contributeurs aux rapports du Giec montre en outre qu'ils incluent 19 % de femmes, soit près de vingt fois plus que la représentation féminine chez les climato-sceptiques. LRD

BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *La récolte cachée de la biodiversité sauvage*, LaRevueDurable n° 12, septembre-octobre 2004, p. 21.

LA REVUE DURABLE. *Les fausses solutions agricoles du marché du carbone*, LaRevueDurable n° 37, mars-avril-mai 2010, pp. 36-38.

MASSON-DELMOTTE V. *Climat : le vrai et le faux*, Le Pommier, Paris, 2011.

ORESKE N. *Beyond the Ivory Tower. The Scientific Consensus on Climate Change*, Science 3: Vol. 306, n° 5702, décembre 2004, p. 1686.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE). *Colombia, cambio climático*, en ligne sur www.pnud.org.co

RAHMAN A. *Nullement responsables du changement climatique, les Bangladais sont menacés de noyade*, LaRevueDurable n° 42, mai-juin-juillet 2011, pp. 9-13.

WOMEN'S ENVIRONMENTAL NETWORK (WEN). *Gender and the Climate Change Agenda. The Impacts of Climate Change on Women and Public Policy*, Londres, 2010. Disponible sur www.wen.org.uk